



BILAN DE LA SÉCURITÉ

En Indre et Loire
2017



POLICE DE SÉCURITÉ
DU QUOTIDIEN
*Protéger, garantir
et servir.*



Prefet d'Indre et Loire



@Prefet37

Retrouver tous les renseignements sur
www.indre-et-loire.gouv.fr



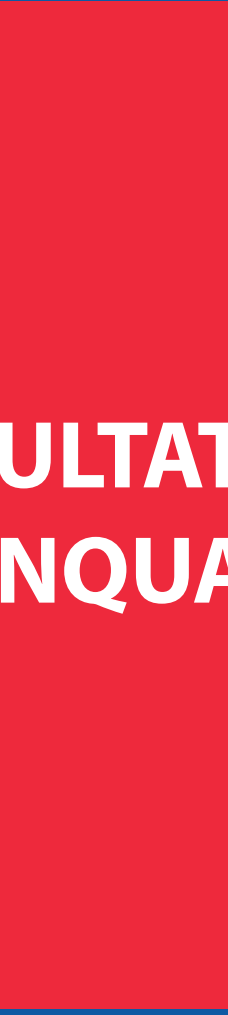
PRÉFÈTE
D'INDRE-ET-LOIRE

I Les résultats de la délinquance

1. Les atteintes aux biens : cambriolages, dégradations, vols
2. Les atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP) : violences, agressions sexuelles et viols, menaces...
3. Les escroqueries et infractions économiques et financières
4. La lutte contre les trafics de stupéfiants en zone police
5. Les taux d'élucidation pour chaque type de faits constatés
6. La prévention de la radicalisation et la lutte contre le terrorisme
7. La lutte contre l'immigration et le travail illégaux

II L'insécurité et la délinquance routières

1. Bilan de la mortalité en 2017
2. Des contrôles routiers fortement renforcés pour prévenir les accidents
3. Les 6 priorités du nouveau document global d'orientation pour les 5 années à venir



LES RÉSULTATS DE LA DÉLINQUANCE

Préambule : les moyens des forces de l'ordre en Indre-et-Loire

Gendarmerie	Police nationale
667 effectifs d'active et 272 réservistes	506 effectifs
police municipale	conventions de coordination entre les polices municipales et les force de l'ordre
38 dont 22 sont armées	30

1. Les atteintes aux biens : cambriolages, dégradations, vols

17 700 faits enregistrés en 2017 soit +3 %
(17 181 en 2016 ; 16 137 faits en 2015)

Soit un taux pour 1 000 habitants de :
24 en Indre-et-Loire
28 au niveau national

	2016	2017	Évolution
Vols sans violence dont :	13 620	14 329	+5,2 %
- vols liés aux véhicules	2 620	2 992	+14,2 %
- vols contre des personnes	5 168	5 779	+11 %
Vols avec violence	566	558	-1,4 %
Destructions et dégradations	2 995	2 813	-6 %

Les vols sans violence représentent à eux seuls 63 % des atteintes commises en Indre-et-Loire.

Les vols à la roulotte connaissent une très forte augmentation dans le département, et plus particulièrement en zone police (+28%). Certains de ces faits ont été commis par des groupes sévissant à plusieurs reprises, et depuis lors identifiés .

Cette augmentation s'avère beaucoup plus limitée en zone gendarmerie et concentrée sur le premier semestre 2017.

ZOOM Sur les cambriolages

	2016	2017	Évolution
Infractions constatées en Indre-et-Loire	2 959	2 804	-5,2 %
en zone police :	1 221	1 061	-13,1 %
en zone gendarmerie :	1 738	1 743	+0,3 %
Dont cambriolages de logement	1443	1 490	+3,3 %

En 2017, le nombre de cambriolages baisse par rapport à l'année précédente. Ceci concerne principalement les locaux industriels et commerciaux, du fait de la prise en compte croissante de la sécurité par les chefs d'entreprise.

De leur côté, les cambriolages touchant les résidences augmentent (+6,3 % en zone police et + 1,4 % en zone gendarmerie).

La délinquance en Indre-et-Loire suit une tendance inverse à celle enregistrée au niveau national qui connaît une baisse des vols avec violence mais une augmentation du nombre de cambriolages.

Axes de travail en 2018 :

Renforcer le partenariat entre les polices municipales et les forces de sécurité, notamment par le biais des conventions de coordination ;

Poursuivre le développement des conventions de participation citoyenne (anciennement voisins vigilants) : depuis 2011, 57 communes du département ont signé des conventions, dont 4 en zone police (Saint-Avertin, Saint-Cyr-sur-Loire, Joué-lès-Tours et Tours). Depuis le début de l'année 2018, Bléré et La Croix en Touraine ont adhéré à ce dispositif.

Réinvestir l'espace public notamment par la présence accrue de patrouilles mixtes et le déploiement de systèmes de vidéoprotection ;

Utiliser toutes les potentialités des crédits FIPD : enveloppe de 128 000 € en 2017 qui a notamment permis de mettre en place des actions destinées aux jeunes exposés à la délinquance (stages citoyenneté, classe relais).

2. Les atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP) : violences, agressions sexuelles et viols, menaces...

3 638 faits enregistrés en 2017 soit + 7,3 %

(3 389 faits en 2016 ; 3 275 faits en 2015)

Soit un taux pour 1 000 habitants de :

6 en Indre-et-Loire

9 au niveau national

	2016	2017	Évolution
Violences physiques commise dans l'intention de voler (dites crapuleuses)	567	560	-1,2 %
Violences physiques (coups et blessures...) non crapuleuses	1 933	2 073	+7,2 %
Violences sexuelles (agressions sexuelles, viols)	313	382	+22 %
Menaces de violence	576	623	+8,2 %

Tout comme en 2016, les violences sexuelles continuent d'augmenter significativement en Indre-et-Loire, aussi bien en zone police (+23,9%) qu'en zone gendarmerie (+20,3%).

Cette hausse, qui suit la tendance nationale, a été particulièrement marquée à la fin de l'année 2017 à la suite de l'affaire « Weinstein » qui a eu pour effet de libérer la parole et d'inciter les victimes à porter plainte. Toutefois, il convient de rester prudent sur l'analyse de cette hausse, car il est impossible d'évaluer la part de cette hausse imputable à la libération de la parole, et celle liée à une augmentation du nombre de cas de violence.

LES RÉSULTATS DE LA DÉLINQUANCE

Les AVIP par quartier politique de la ville en zone police (DDSP 37, 2017)

TOTAL AVIP en zone police 2278 100%

dont commis sur :

Quartier politique de la ville	Total AVIP	Part dans le chiffre global	% dans population ZPN total
Sanitas	105	4,61 %	3,70
Rives du cher	31	1,36 %	1,06
St François (Maryse Bastié)	39	1,71 %	0,84
La Rabière	63	2,77 %	2,57
Rabaterie	40	1,76 %	2,22
Europe	75	3,29 %	
Fontaines	45	1,98 %	
Rochevinard	9	0,40 %	
La Riche Niqueux Bruère	16	0,70 %	
Total des quartiers	423	18,57 %	

Axes de travail en 2018 :

Proposition de création d'un 2e poste d'intervenant(e) social(e) en police et gendarmerie compte tenu de l'accroissement d'activité de l'actuelle intervenante sociale : 170 cas suivis en 2015 et 217 en 2016 dont 73 % concernent des situations de conflits ou de violences intra-familiales ;

Mise en place d'une brigade numérique nationale de la gendarmerie qui offrira aux internautes des services similaires à ceux d'une brigade territoriale et sera activée 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Elle sera animée par 20 gendarmes. Elle facilitera l'orientation des personnes victimes notamment de violences sexuelles ou sexistes vers les acteurs locaux (service d'enquête, intervenants sociaux, acteurs associatifs).

Projet d'un accueil des femmes victimes de violences permettant une prise en charge complète en un même lieu.

3. Sur les escroqueries et infractions économiques et financières

3 740 en 2017 soit + 24 % par rapport à 2016

En zone police :

+ 4% soit 60 faits de plus par rapport à 2016 , dont :

une hausse des escroqueries de 904 à 1 005 faits, soit +11% due à deux causes principales :

- la hausse des infractions subies sur internet. Il s'agit d'une délinquance souvent nationale, voire internationale. De nombreuses infractions résultent d'imprudence ou de la méconnaissance des dangers.

- la hausse des voyages habituels sans titre de transport.

une hausse des utilisations frauduleuses de cartes de crédit volées de 320 à 411 soit + 28% :

Ces délits font souvent suite à des vols à la tire ou simples (deux infractions en hausse) et résultent pour partie du manque de vigilance des victimes. On estime à 21% les vols réalisés dans des bars, débits de boissons et discothèques.

Les escroqueries et utilisations de cartes bancaires représentent 86% de toutes les infractions financières. Les utilisations frauduleuses de chèques volés sont en très nette baisse de 268 à 157 soit - 47%, et témoigne d'un changement des pratiques commerciales de paiement.

En zone gendarmerie :

+ 44%, soit 626 faits de plus par rapport à 2016 , dont :

567 chèques falsifiés ou utilisés.

Cependant, il convient d'observer la comptabilisation statistique de ces faits, car par exemple nous dénombrons deux procédures judiciaires de la COB VOUVRAY suite à des vols de chéquiers. Or, dans cette catégorie statistique, un chèque = un fait, ce qui peut augmenter considérablement les chiffres d'une année sur l'autre (et inversement les réduire).

Les auteurs ont été confondus, et le taux d'élucidation est lui aussi en hausse de +9,5%.

Pour ce qui est des infractions numériques, ces méfaits liés à l'utilisation du réseau internet sont englobés dans l'ensemble des escroqueries, abus de confiance et falsification/usage de cartes de crédit.

4. Sur la lutte contre les trafics de stupéfiants en zone police

En 2017, 960 faits ont été constatés par les services de police, soit une hausse de 2,5 % par rapport à 2016. Les résultats progressent dans les affaires de trafics et revente de stupéfiants (saisies de 54 kg de cannabis, soit deux fois plus qu'en 2016, et de 94 500 €).

5. Les taux d'élucidation pour chaque type de faits constatés

Les taux d'élucidation se maintiennent aux mêmes niveaux que l'année dernière :

Atteintes aux biens : 12,3 %

Atteintes volontaires à l'intégrité physique : 56 %

(taux national non disponible)

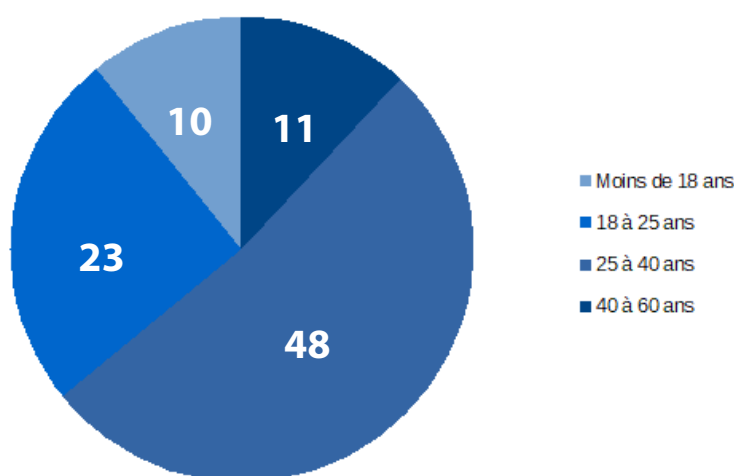
6. La prévention de la radicalisation et la lutte contre le terrorisme

a. La prévention de la radicalisation

Dans le suivi de la radicalisation, il convient de distinguer les individus signalés et les individus suivis par les services de renseignement. Un individu suivi est un individu qui a été signalé, évalué par les services de renseignement, et pour lesquels la préfète a estimé que son degré de radicalisation nécessitait un suivi continu. (données 2016 non disponibles)

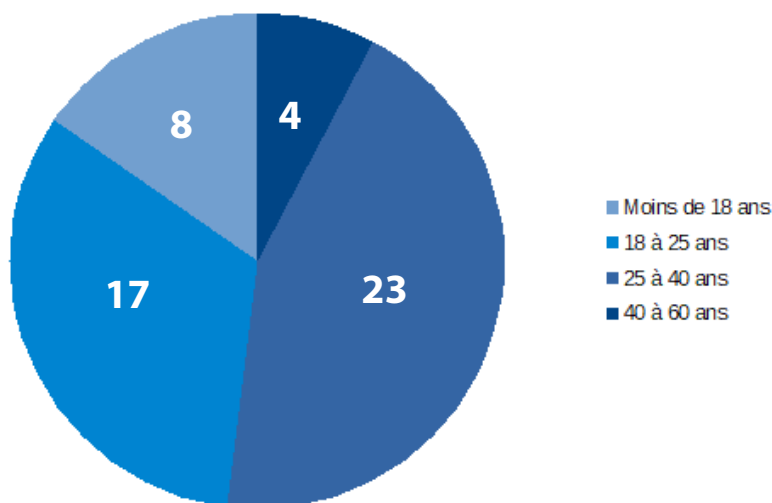
Les individus signalés :

102 individus signalés au 01/12/2017



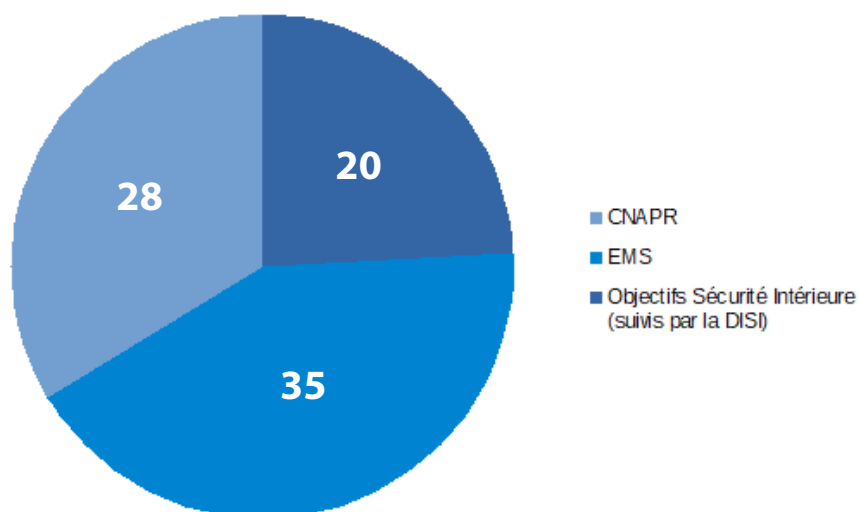
LES RÉSULTATS DE LA DÉLINQUANCE

Les individus suivis :



Source des signalements :

Parmi les 102 signalés enregistrés au 01/12/2017, 83 ont une source de signalement identifiée.



Sur l'ensemble de ces données, on observe que la tranche des 18 – 40 ans est la plus concernée par les signalements de radicalisation. Cependant, il est essentiel de prendre en considération les mineurs afin de mettre en place des moyens d'accompagnement adaptés à cette tranche d'âge.

Prise en charge des cas psy :

À ce jour, 6 personnes suivies ont déjà du être hospitalisées pour être prises en charge au plan psychiatrique. Un travail sera mené en 2018 avec le CHRU de Tours et avec l'ARS afin d'apporter un suivi adapté aux différents cas nécessitant cette prise en charge.

Axes de travail en 2018 :

Renforcer l'accompagnement psychologique et social avec les partenaires par l'instauration d'une cellule d'accompagnement réunie mensuellement ;

Perfectionner le système de remontée d'information efficace entre les différentes institutions ;

Renforcer la coopération avec des acteurs clés du signalement de signaux faibles : les travailleurs sociaux et les professionnels de santé ;

b. La lutte contre le risque terroriste

En complément de la lutte contre la radicalisation, les services de l'État œuvrent également à la prévention du risque d'attaques terroristes, avec notamment :

Des réunions en amont de tous les grands événements du département avec les organisateurs (+2000 participants), afin de déterminer les mesures de sécurisation à mettre en place ;

Le déploiement de la force Sentinelle à des moments clés dans le département : en 2017 et début 2018, Sentinelle était présente : au centre-ville de Tours et à la gare TGV de Saint-Pierre-des-Corps en février, juin, juillet, août et septembre. Le dispositif Sentinelle a également été déployé pour la période estivale sur des sites touristiques sensibles ;

La conclusion de conventions « Sécuri-Site », qui engagent un travail en lien avec les propriétaires et les gestionnaires de sites touristiques. En 2017, 3 conventions ont été signées. En 2018, 4 sites seront conventionnés. L'ensemble de ces conventions seront remises à niveau tous les ans.

Des crédits du FIPD spécialement dédiés à la lutte contre la radicalisation : 30 000 € qui ont notamment permis la formation de l'ensemble des intervenants sociaux du conseil départemental en 2017 (détection des signaux faibles, connaissance du réseau départemental pour les signalements).

LES RÉSULTATS DE LA DÉLINQUANCE

7. Lutte contre l'immigration et le travail illégaux

tableau mensuel 2017

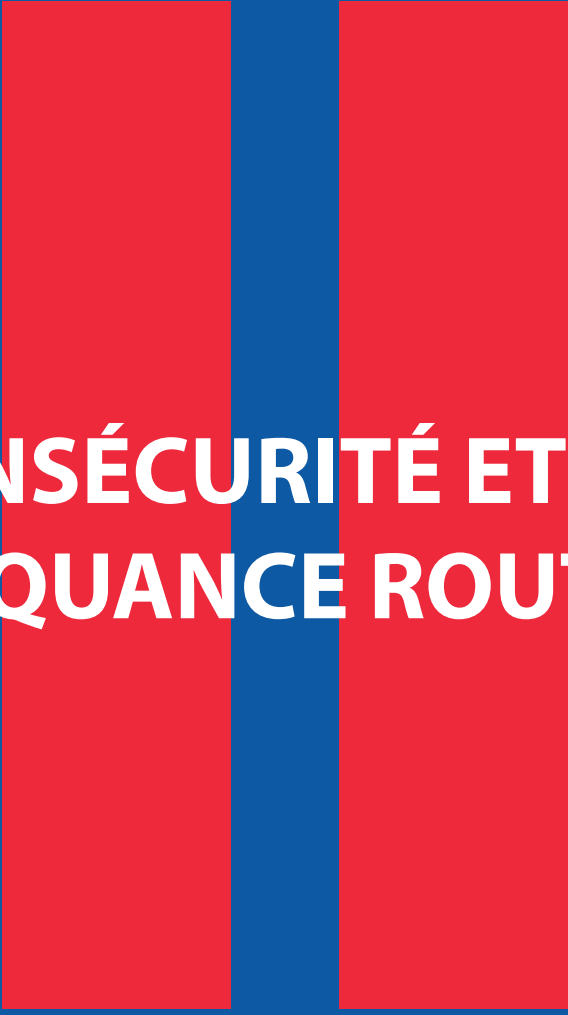
mis à jour le 08/01/2018

	NOMBRE		NOMBRE D'INTERPELLATIONS				NOMBRE DE PROCEDURES				NOMBRE DE RECONDUITES EFFECTIVES					CUMUL		
	QQTF (1)	QQTF (2)	DDSP	GIE	DOUANES	DZPAF	TOTAL	DDSP	GIE	DOUANES	DZPAF	TOTAL	DDSP	GIE	DZPAF		DUBLIN	aide au retour volontaire ou départ volontaire
JANVIER	49	6	2	4	0	0	6	2	4	0	0	6	1	0	0	0	1	2
FEVRIER	34	7	8	2	0	0	10	8	2	0	0	10	0	0	0	0	1	1
MARS	51	4	4	1	0	0	5	4	1	1	0	6	2	0	0	0	4	6
AVRIL	53	5	7	0	0	0	7	5	0	0	0	5	0	1	0	0	2	3
MAI	47	3	6	2	0	0	8	5	0	0	0	5	0	0	0	1	5	6
JUIN	55	3	8	1	0	0	9	6	0	0	0	6	1	0	0	0	3	4
JUILLET	37	2	3	0	0	0	3	3	0	0	0	3	1	0	0	0	0	1
AOUT	14	2	7	0	0	0	7	7	0	0	0	7	0	0	0	2	1	3
SEPTEMBRE	51	1	5	1	0	0	6	3	1	0	0	4	4	0	0	0	5	9
OCTOBRE	40	12	8	4	0	0	12	6	4	0	0	10	2	0	0	1	5	8
NOVEMBRE	47	15	6	13	0	0	19	6	13	0	0	19	0	0	0	0	0	0
DECEMBRE	49	17	12	9	0	0	21	15	10	0	0	25	1	0	0	3	0	4
	527	77	76	37	0	0	113	70	35	1	0	106	12	1	0	7	27	47

(1) QQTF suite à refus de séjour

(2) QQTF prises dans le cadre d'une interpellation

Page 1



L'INSÉCURITÉ ET LA DÉLINQUANCE ROUTIÈRES

1. Bilan de la mortalité en 2017

Les résultats de l'accidentalité en 2017 sont meilleurs qu'en 2016 en ce qui concerne le nombre de tués avec une baisse de 5,9 %.

En revanche, le nombre d'accidents et de blessés* augmente respectivement de 16,24% et de 15,07 %.

année	Accidents					Évolution 2016 / 2017
	2013	2014	2015	2016	2017	
Indre-et-Loire	683	746	722	708	823	16,2 %
France	56 812	58 191	56 603	57 522	58 894	2,40 %

année	Blessés					Évolution 2016 / 2017
	2013	2014	2015	2016	2017	
Indre-et-Loire	812	890	853	869	1000	15,07 %
France	25 966	26 635	26 595	27 187	27 674	1,80 %

année	Tués					Évolution 2016 / 2017
	2013	2014	2015	2016	2017	
Indre-et-Loire	37	37	35	34	32	-5,88 %
France	3 268	3 384	3 461	3 477	3 456	-0,60 %

Les principales causes :



L'alcoolémie est la première cause de la mortalité sur les routes d'Indre-et-Loire : elle est constatée dans 30 % des accidents mortels.



La vitesse excessive est la deuxième cause de la mortalité et représente 13 % des accidents mortels.



Les malaises sont responsables de quatre accidents mortels.

ZOOM

Sur les victimes de mortalité en 2017

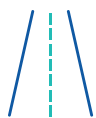
Les jeunes et les seniors sont particulièrement touchés par les accidents mortels : sur 32 victimes, **14 avaient moins de 30 ans (44 %) et 5 avaient 65 ans et plus (16 %)**.



8 conducteurs de deux-roues ont perdu la vie en 2017, dont 6 motards.

*Le mode de comptage des accidents corporels et des blessés en zone gendarmerie nationale a été revu à partir d'octobre 2016.

Les lieux des 31 accidents mortels :



24 accidents mortels se sont produits hors agglomération, le quart Nord-Est du département a été particulièrement meurtrier en 2017 avec 12 accidents mortels sur 31.



6 accidents mortels ont eu lieu en agglomération.



1 accident a eu lieu sur l'autoroute.

2. Des contrôles routiers fortement renforcés pour prévenir les accidents

Contrôles routiers réalisés en 2017									
	Infractions vitesse	Infractions alcoolémie	Infractions routier	Infractions stupéfiants	Total	Rétentions vitesse	Rétentions alcool	Rétentions stupéfiants	Total
2015	8 155	2 162	1 955	615	12 907	1 256	1 033	424	2 713
2016	7 504	2 170	2 055	581	12 310	975	982	410	2 367
2017	15 073	1 559	3 986	892	21 510	1 077	772	896	2 745

En 2017, 4 000 personnes ont suivi un stage de sensibilisation de sécurité routière en vue de récupérer des points sur leur permis de conduire.

ZOOM Sur les radars

L'Indre-et-Loire compte 45 radars répartis ainsi :

- radars vitesse fixes : 21 dont 8 double sens
- radars vitesse discriminants (véhicules légers / poids lourds) : 9
- radar tronçon (vitesse moyenne) : 1
- passage à niveau : 1
- radars autonomes : 3
- radars feu rouge : 10

En 2017, ces radars ont flashés 504 616 fois, soit une baisse de 4 % par rapport à l'année 2016 (526 311). Les 3 radars ayant enregistré le plus d'infractions en 2017 sont situés à Veigné (à lui seul ce radar chantier sur l'A10 représente 48 % du nombre total de flashes), à Tours et à Sainte-Maure de Touraine. Ces 3 radars concentrent 63 % des infractions.

3. Les 6 priorités du nouveau document global d'orientation pour les 5 années à venir

Les 6 priorités d'action retenues pour l'Indre-et-Loire reprennent des priorités nationales mais intègrent également des problématiques particulièrement prégnantes dans le département :

- le risque routier quotidien
- les conduites après usage de produits psychoactifs (alcool et drogues)
- les jeunes
- les seniors
- le partage de la voirie
- les deux-roues motorisés

Ces priorités ont fait l'objet de groupes de travail thématiques qui se sont réunis en novembre et décembre 2017, associant un large panel d'acteurs : services de l'État, collectivités, associations, utilisateurs. Ces groupes ont travaillé sur la base d'une analyse réalisée pour chaque enjeu, afin d'identifier des pistes d'action opérationnelles.

Le PDASR déclinera annuellement le DGO.

Bilan de la sécurité en Indre et Loire 2017



Contact presse :
Claire LÉVY : 02 47 33 10 05
pref-communication@indre-et-loire.gouv.fr

